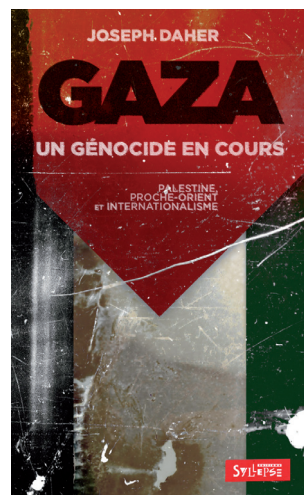
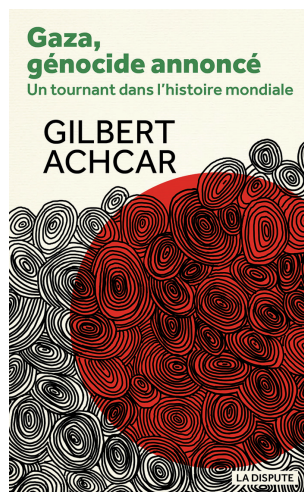


**Gilbert ACHCAR**  
***Gaza, génocide annoncé***  
 (La Dispute, 2025, 240 p., 20 €)

**Joseph DAHER**  
***Gaza, un génocide en cours***  
 (Syllepse, 2025, 168 p., 12 €)

Parmi la très riche, et très inégale, littérature parue sur Palestine-Israël depuis le 7 octobre 2023, figurent plusieurs analyses ancrées dans la pensée marxiste. Les ouvrages de ces universitaires s'inscrivent dans ce courant mais ne sont pas de la même nature : celui d'Achcar est constitué d'une sélection d'articles scientifiques ou parus dans la presse spécialisée, écrits entre 1994 et 2024, encadrés par une introduction et un épilogue rédigé pour la publication. Le livre de Daher relève davantage, par son format et son style, d'un texte d'intervention dans le débat public.

Les deux auteurs consacrent plusieurs pages à expliquer la pertinence de l'usage du qualificatif juridique de « génocide » pour caractériser la guerre menée par l'État d'Israël à l'encontre des Palestiniens de Gaza. Une politique d'annihilation qu'ils n'inscrivent pas dans une temporalité ayant débuté le 7 octobre 2023, mais liée à une évolution dramatiquement naturelle du colonialisme de peuplement sioniste sur la Palestine. Ainsi, l'expression de « Nakba continue », qui fait de l'expulsion des Palestiniens de leur terre en 1948 le climax d'un processus permanent et qui continue de se poursuivre, prend son sens chez les deux auteurs.



Si Daher propose un retour bref, mais cohérent, de l'histoire du sionisme dans son rapport aux Palestiniens, Achcar insiste sur le processus de radicalisation du sionisme, dont la droitisation de la société et des gouvernements israéliens successifs est une parfaite illustration. Il aborde le génocide à Gaza comme une combinaison de cinq facteurs : de nouvelles approches militaires

par l'armée israélienne ; le caractère normatif de doctrine légitimant la destruction matérielle massive des zones visées ; la déshumanisation des Palestiniens au sein de cette armée ; une institution militaire placée entre les mains d'un gouvernement « *néo-fasciste et néonazi* » ; et un électorat soutenant avec détermination la réoccupation concrète et complète de la bande de Gaza.

Outre sa démonstration rigoureuse et méthodique du fait génocidaire à Gaza, Achcar démontre combien le 7 octobre s'inscrit pleinement dans l'histoire des luttes anticoloniales, ponctuée de massacres sur des civils au sein de la population du pouvoir colonial, et réfute toute assimilation à l'histoire des crimes nazis en récusant l'idée d'une attaque « *contre les Juifs* ». Daher abonde dans la même direction en rappelant : « *L'attaque du Hamas et de ses alliés est le résultat de la dépossession continue du peuple palestinien, de la négation de ses droits les plus élémentaires, de la privation de sa liberté et de sa déshumanisation depuis des décennies* ». Il analyse ensuite comment par l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme ou le terrorisme, le pouvoir exécutif peut s'en prendre à la gauche radicale et au mouvement antiraciste, en première ligne dans la solidarité avec la Palestine. Daher en fait un enjeu politique de premier plan, celui de ne pas céder sur le droit à la résistance des opprimés.

Achcar est tout aussi impératif sur le soutien indéfectible à la résistance palestinienne et propose un retour sur l'histoire récente de Gaza. La prise de pouvoir du Hamas est analysée en contre-point de l'effritement du

soutien au Fatah et de la crédibilité accordée par les Palestiniens à l'Organisation de libération de la Palestine, à mesure que le piège des accords d'Oslo se refermait sur eux, tout autant qu'à l'Autorité palestinienne, autoritaire et corrompue. Le texte d'Achcar daté de 1994 possède un intérêt tout particulier tant il s'avère, avec le recul, prémonitoire dans sa critique du processus d'Oslo et de ses conséquences.

Les deux auteurs ne manquent pas de distinguer la défense du droit des peuples à résister à l'oppression, du soutien aveugle au projet politique de certaines organisations. Daher alerte sur cette « *forme passive de solidarité qui se borne à louer le Hamas ou le Hezbollah* », se transformant en un obstacle à « *l'élargissement du mouvement de résistance populaire à la guerre d'Israël contre la Palestine et/ou le Liban et/ou aux efforts visant à mettre en place une solidarité régionale ou internationale* ». Au travers de ses différentes rétrospectives, Achcar n'épargne pas la « *gestion calamiteuse* » de la bande de Gaza par le Hamas. L'universitaire écarte toutefois l'idée que cette colère sociale soit à l'origine de l'attaque, comme un moyen pour le Hamas de détourner l'attention et d'étouffer dans l'œuf un potentiel soulèvement. Ainsi existerait une « *tension permanente* » entre les dirigeants israéliens et le Hamas, ce dernier justifiant son comportement répressif à l'intérieur de l'enclave pour ne laisser libre cours qu'à une « *vision messianique de sa lutte contre Israël* ».

Il discute également la stratégie de lutte du Hamas, jugeant « *irrationnelle* » et « *illogique d'attaquer ses ennemis sur le terrain même*

où ils détiennent une supériorité insurmontable». S'il comprend les comparaisons entre la domination coloniale sioniste sur la Palestine et l'Algérie française ou l'Afrique du sud de l'Apartheid, il insiste aussi sur les différences: «*Dans ces deux derniers pays, la population des colons était une minorité exerçant une domination sur la majorité indigène*». À l'inverse, il existe pour les Palestiniens une parité démographique avec les Juifs israéliens, entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée.

Ainsi, il explique que «*la seule stratégie rationnelle est de mener la lutte sur le terrain où [l'ennemi] ne détient aucune supériorité, et où il est même plutôt en position d'infériorité morale [à savoir] la lutte de masse non violente contre l'occupant, dont la meilleure illustration fut la première intifada qui culmina en 1988, provoquant une profonde crise éthico-politique au sein de la population israélienne*». Une lutte non-violente qui serait, selon lui, à la fois moins coûteuse en vies humaines et dont l'impact politique est «*incomparablement plus positif pour la cause palestinienne*». À l'inverse, contrairement à l'idée qui voudrait que le 7 octobre soit justifié rationnellement par la division profonde de la société israélienne, il estime que le «*lancement irresponsable d'une attaque aussi terrible*» conduit à l'unification de la société israélienne et au renforcement de sa dérive droitière.

Si Achcar n'écarte pas la réalité de l'isolement croissant de la question palestinienne sur la scène internationale, qui invariablement a pu alimenter pour de nouvelles générations le sentiment d'un recours

inéluçtable et nécessaire à la lutte armée face à la puissance coloniale, il repousse la rhétorique justifiant le 7 octobre par le fait d'avoir permis de recentrer l'attention du monde sur la question palestinienne: «*Le prix à payer pour attirer l'attention [...] étant des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de personnes massacrées, un territoire entier ravagé et réoccupé de façon permanente par Israël*», l'attaque, conclut-il, serait «*le mauvais calcul le plus catastrophique de l'histoire de la lutte anticoloniale*».

De son côté, Daher replace l'opération du Hamas dans une logique régionale, pour conclure que les calculs de l'organisation se sont avérés erronés puisqu'aucun soulèvement populaire en Cisjordanie ne s'est produit, ni de large participation de ses alliés régionaux. Cette fenêtre lui permet de proposer trois focales. La première sur le Liban où il perçoit un «*affaiblissement du Hezbollah, mais pas de sa fin tant sa base populaire demeure*» ainsi que le soutien iranien. La seconde s'intéresse à la chute du régime syrien, sur lequel il considère que «*ni les États-Unis ni Israël n'ont joué un rôle direct dans ces événements*». Enfin, il propose un passage par l'Iran contre qui il dénonce les sanctions occidentales généralisées «*qui frappent les classes populaires du pays*» et considère que «*s'opposer à toute guerre ou opération militaire israélienne potentielle [...] devrait être une priorité politique*». Comme pour le Hamas et le Hezbollah, Daher distingue ces «*positions de principe*» d'un soutien à un «*régime autoritaire, néolibéral et patriarcal*».

Pour les deux auteurs, le génocide à Gaza s'inscrit dans la première

guerre conjointe d'Israël et des États-Unis, le degré d'implication de Washington étant sans précédent. Achcar appelle à cesser de chercher des explications «*matérialistes*» ou «*réalistes*» au soutien zélé de Biden à Israël. Il montre brièvement qu'il serait même plus facile d'illustrer combien le positionnement diplomatique et militaire de ce dernier va à l'encontre des intérêts des États-Unis dans un Moyen-Orient de grande importance stratégique et économique. Daher analyse à quel point «*le Proche-Orient reste dans son ensemble une zone de développement des rivalités concurrentielles entre les principales puissances internationales et régionales*». L'alliance avec Israël demeure la seule sur laquelle les États-Unis peuvent indéfectiblement compter dans la région.

Les deux auteurs se montrent également particulièrement critique sur la diffusion de théories complotistes au sujet, comme le présente Daher, d'un «*prétendu contrôle par le «lobby sioniste» de la politique étrangère états-unienne*». Daher explique que penser qu'un «*lobby sioniste*» oriente les choix de la politique états-unienne revient à mettre les choses à l'envers : les partisans de cette explication croient que le système politique de domination états-unien pourrait assurer ses intérêts mondiaux sans aventure militaire étrangère, sans soutien d'États étrangers. Achcar abonde, relativisant la thèse de Mearsheimer et Walt d'une politique étrangère états-unienne dictée par la

pression d'un *lobby* pro-israélien, au profit d'une analyse «*idéologique*» d'un Biden qui s'est toujours affirmé comme sioniste. Le 7 octobre aurait attisé une «*compassion narcissique occidentale envers les Israéliens*» en remobilisant le «*complexe de culpabilité des pays d'Europe occidentale qui ont perpétré ou permis le génocide nazi des Juifs*», conduisant à un «*degré sans précédent de solidarité inconditionnelle avec l'État sioniste*».

Assurément, ce soutien indéfectible au génocide aura des conséquences majeures et durables sur la scène internationale : le libéralisme atlantiste est «*définitivement discrédité*», assure Achcar, ce qui se reflète désormais dans le clivage mondial «*Nord-Sud*» face à Gaza. Bien que ces reconfigurations diplomatiques et géopolitiques peuvent permettre à la cause palestinienne d'enranger des gains significatifs, Achcar considère que cela «*aura été réalisé à un cout fortement disproportionné pour les Palestiniens*». Daher préfère terminer par un plan de stratégie de mobilisation, une «*résistance par en bas*» pour faire progresser la cause palestinienne dans toutes les strates de la société civile, des syndicats aux partis politiques, du monde universitaire au champ médiatique, car, affirme-t-il, «*une victoire de la cause palestinienne serait une victoire de toute la gauche de tout le camp progressiste opposé aux impulsions destructrices du capitalisme néolibéral et à la montée des mouvements fascistes*».

THOMAS VESCOI